

Israël ne se bat pas contre le Hamas mais contre les civils, en mettant en œuvre une politique criminelle de bombardements

mercredi 13 décembre 2023, par [B'Tselem](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2023).



Photo : le site du bombardement du quartier de de Shuja'iyeh dans la ville de Gaza le 2 décembre 2023. Al Jazeera.

Le samedi 2 décembre 2023, Israël a bombardé le quartier de Shuja'iyeh dans la ville de Gaza. Le porte-parole des Forces de défense israéliennes (FOI) a déclaré que l'objectif était de tuer Wissam Farhat, le définissant comme « le commandant du bataillon Shuja'iyeh du Hamas » qui « a dirigé le bataillon lors de l'opération Bordure protectrice », a participé à la planification d'attaques contre des Israéliens, « a participé à la planification de l'attaque impitoyable dans le territoire israélien le 7 octobre, et a envoyé les terroristes de Nukhbah dans le kibboutz et l'avant-poste de colonie de Nahal Oz ce jour-là ».

Selon les premiers rapports, l'attaque a tué des dizaines de personnes et détruit de nombreux bâtiments résidentiels. Des centaines de personnes sont encore ensevelies sous les décombres. Compte tenu du résultat, il ne fait aucun doute que la frappe était illégale. Toute attaque - même contre une cible militaire légitime - doit respecter le principe de proportionnalité, qui exige qu'une attaque soit interrompue si les informations disponibles indiquent que le préjudice attendu pour les civils est plus important que l'avantage militaire escompté. Interpréter le résultat de ce bombardement comme étant proportionné vide ce principe de son sens.

Israël s'appuie sur deux arguments principaux pour justifier les dommages criminels extensifs causés aux civils par sa politique. Ces deux arguments sont infondés et détachés du droit international humanitaire et de ses objectifs.

Premièrement, Israël prétend faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter de blesser des civils., mais que comme le Hamas se cache derrière les civils et les utilise comme boucliers humains, toute frappe contre lui entraîne des dommages aux civils sans que ce soit la faute d'Israël. Cela signifierait qu'Israël n'est soumis à aucune limitation et que toute action qu'il entreprend, aussi horribles qu'en soient les conséquences, est légitime. Le Hamas viole le droit international humanitaire international, et en particulier l'obligation de distinguer les cibles civiles et militaires, en tirant sur des civils israéliens depuis des zones peuplées de population civile de Gaza, en cachant des armes dans des maisons civiles et en creusant des tunnels sous celles-ci. Cependant, cela ne libère pas Israël de ses propres obligations en vertu du droit international. L'interprétation avancée par Israël

ignore complètement la règle selon laquelle les violations d'une des parties ne libère pas l'autre partie de son obligation de les respecter.

Deuxièmement, Israël affirme avoir prévenu tous les civils dans les zones qu'il attaque d'évacuer vers des zones qu'il a désignées comme « sûres ». Cela implique qu'Israël suppose qu'il ne reste plus aucun civil dans les zones dont il a ordonné l'évacuation, ce qui signifie qu'il est libre d'opérer sans veiller à ne pas blesser les civils. Cette affirmation n'a aucun fondement dans la réalité. Le fait est que de nombreux civils sont restés chez eux, soit parce qu'ils ne peuvent pas se rendre dans le sud de Gaza pour diverses raisons ou parce qu'ils choisissent de ne pas partir. De plus, même si les civils avaient évacué, cela ne justifierait pas le bombardement illimité de leurs maisons, qui sont des cibles civiles - jusqu'à preuve du contraire.

Lorsque la guerre a éclaté, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré qu'Israël riposterait avec force, et le porte-parole des FOI a rapidement précisé que « l'accent est mis sur les dégâts, pas sur la précision ». Ces déclarations s'alignent clairement sur la politique d'Israël depuis le début de la guerre : des centaines de tonnes de bombes ont été larguées sur la bande de Gaza jusqu'à présent, amenant à un nombre de morts horrifant de plus de 15 000 personnes, dont plus de 6 000 bébés, enfants et adolescents et environ 4 000 femmes. Des quartiers résidentiels entiers se sont effondrés, y compris des immeubles de grande hauteur, et les rues sont des scènes de destruction. De nombreuses personnes sont encore ensevelies sous les décombres, sans que l'on sache ce qu'il est advenu d'elles. Quelque 1,8 million de personnes ont été déplacées de leurs maisons et s'entassent dans des conditions inhumaines, sans nourriture, sans eau et sans médicaments.

Le procureur général de la Cour pénale internationale de La Haye, Karim Khan, qui s'est récemment rendu en Israël et en Cisjordanie, a souligné qu'Israël doit agir selon les règles qui s'appliquent toujours aux conflits armés. Il a noté que la guerre dans les zones densément peuplées, où des individus armés se cacheraient parmi les civils en violation de la loi, est en effet une question complexe et difficile, mais ne peut justifier le non-respect des dispositions du droit international humanitaire. M. Khan a souligné qu'Israël devait respecter les principes juridiques clairs de distinction, de proportionnalité et de précaution, afin de s'assurer que « la protection de la loi est réelle pour ceux qui en ont besoin ». Il a insisté sur le fait qu'il ne suffit pas de se conformer à la lettre de la loi. Il a souligné qu'il ne suffisait pas de se conformer à la lettre de la loi, mais qu'il fallait aussi en respecter l'esprit : « Le droit international humanitaire et les dispositions du Statut de Rome sont là pour protéger les plus vulnérables ».

Cependant, Israël s'en tient à la lettre de la loi, en s'appuyant sur une interprétation loin de l'objectif de la loi. Il prétend avertir les civils avant les attaques - tout en ignorant le fait qu'ils n'ont aucun moyen réel de se protéger ; il prétend n'attaquer que des cibles militaires - mais ferme les yeux sur les milliers d'habitations civiles bombardées depuis le début de la guerre ; il prétend appliquer le principe de proportionnalité - mais en donne une interprétation qui est loin d'être raisonnable et selon laquelle des milliers d'enfants morts sont des « dommages collatéraux ».

Depuis la fin du cessez-le-feu, Israël menace d'intensifier les combats dans le sud de Gaza, soi-disant pour protéger ses citoyens. Il est incontestable qu'Israël doit assurer cette protection. Il n'est pas débattu qu'Israël doit assurer cette protection, certainement tant que le Hamas continue à tirer des roquettes sur Israël et que ses dirigeants continuent de déclarer que l'attaque du 7 octobre n'était qu'un « prélude ». Cependant, Israël s'appuie sur cette affirmation pour justifier sa politique criminelle de bombardements aveugles à Gaza, qui blesse principalement la population civile.

Plus de deux millions de personnes sont actuellement entassées dans le sud de la bande de Gaza et n'ont nulle part ailleurs où aller. La poursuite de cette politique de bombardement aboutira très certainement dans le meurtre de milliers de civils supplémentaires. Dans ces circonstances, Israël

doit cesser immédiatement de mettre en œuvre cette politique, qui sème de plus en plus la mort et la destruction, et qui aggrave et qui aggrave la catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza.

B'Tselem

P.-S.

- AFPS. SAMEDI 9 DÉCEMBRE 2023 :
<https://www.france-palestine.org/Israel-ne-se-bat-pas-contre-le-Hamas-mais-contre-les-civils-en-mettant-en>

- Traduction : AFPS.

SOURCE

PUBLIÉ PAR : B'TSELEM

https://www.btselem.org/gaza_strip/20231205_israel_is_not_fighting_against_hamas_but_against_civilians_implementing_a_criminal_policy_of_bombings